



MOTZ, Roger, ingénieur, homme politique libéral, belge et européen ; ministre d'Etat né à Schaerbeek le 8 juillet 1904 et décédé à Bruxelles, le 27 mars 1964.

Ingénieur civil des Mines, de l'Université Libre de Bruxelles (1926), Motz, dès l'année 1924, avait figuré parmi les membres du *Cercle des Etudiants Libéraux*, et était devenu, la même année, le président de l'*Association Générale des Etudiants de l'Université Libre de Bruxelles*. Entre 1925 et 1930, il figura au rang des principaux dirigeants de l'*Union Nationale des Etudiants de Belgique* et de la *Confédération Internationale des Etudiants* – regroupant des associations estudiantines créées dans près de trente pays différents.

Placé dans le sillage du Schaerbeekois Fernand Blum, Motz exerça la présidence de la *Jeune Garde Libérale de Schaerbeek* (1928-1938) ainsi que celle de la *Fédération des Jeunes Gardes Libérales de l'arrondissement de Bruxelles* (jusqu'en 1937). En 1932, il était un des quatre vice-présidents de la *Fédération Nationale des Jeunes Gardes Libérales*. Elu conseiller communal en 1932 – mandat qui allait lui être renouvelé à différentes reprises jusqu'en fin d'année 1958 -, il s'était immédiatement intéressé à la propagande politique. Il était notamment devenu le directeur politique du journal *La Liberté*, feuille adressée aux 20.000 membres des *Jeunes Gardes Libérales belges*.

Libéral progressiste quelque peu éloigné de la ligne libérale conservatrice définie par Paul Hymans, Motz, dès le mois de mai 1934, avait été appelé à repenser le programme financier et économique du *Parti Libéral*. Membre du bureau de son *Conseil National*, il avait été un des principaux animateurs des *Journées libérales des 7 et 8 décembre 1935*, durant lesquelles le parti avait adopté une ligne politique très sociale. L'année suivante, membre du *comité permanent de propagande* du *Conseil National*, il s'engagea dans la vaste campagne anti-rexiste qui entraîna la chute de Léon Degrelle. Vice-président du *Conseil National Libéral*, depuis juillet 1937, il fut élu député de Bruxelles en avril 1939. Très actif dans le domaine de la lutte anti-nazie, spécialement dans le domaine de la radiophonie, il publia, en mai 1944, un essai politique – *Essai sur une doctrine libérale nouvelle* – inspiré par doctrine sociale développée en Angleterre par sir William Beveridge. Fin novembre 1944, il fut appelé à exercer la présidence provisoire du *Conseil National du Parti Libéral* et, le 23 juin 1945, fut officiellement investi de ces nouvelles fonctions. Ecarté de la Chambre en février 1946, il entra immédiatement au Sénat en tant que sénateur provincial.

En octobre 1950, bien que fortement critiqué par beaucoup de libéraux flamands en fonction de ses prises de position anti-léopoldistes, Motz – initiateur de la *Charte du Libéralisme contemporain* (1947) –, avait été réélu à la présidence du *Parti Libéral* mais avait accordé de plus en plus d'importance aux affaires internationales. En 1947, il avait été un des fondateurs de la *Ligue Indépendante de Coopération Européenne* et, en mai 1948, avait assisté au *Congrès de l'Europe*, organisé à l'initiative du *Comité International de Coordination pour l'unité Européenne*. Le *Mouvement Européen* avait été constitué à cette occasion et la vice-présidence de la section belge de celui-ci lui était revenue. L'année suivante, il avait été désigné pour figurer parmi les membres de la première délégation belge destinée à siéger au sein de *l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe*. Au sein de la famille libérale, Motz avait également été un des promoteurs du principe d'une organisation à l'échelle européenne et internationale. La *Déclaration de Bruxelles*, signée le 16 juin 1946, avait été suivie d'un grand congrès organisé à Oxford, du 9 au 14 avril 1947, au cours duquel avait été fondée *l'Internationale Libérale*. L'année suivante, *l'Union Mondiale Libérale* avait vu le jour à Zurich. Durant le week-end des 5 et 6 juin 1952, Motz avait été élu président *l'Internationale Libérale*. Quelques jours plus tard, il avait également été appelé à la tête du *Mouvement Libéral pour l'Europe Unie* et, en mai 1953, était devenu le vice-président du premier *groupe libéral* constitué au sein de *l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe*.

Motz abandonna la présidence du *Parti Libéral* en début d'année 1953, mais se maintint à la présidence de *l'Internationale Libérale* jusqu'en fin d'année 1958. Ministre des Affaires économiques de janvier à juin 1958, il figura, en novembre 1958, parmi les signataires du *Pacte Scolaire*, mais se refusa à postuler un nouveau mandat ministériel dans le gouvernement social-chrétien / libéral installé aux affaires à la même époque. Réélu président du *Parti Libéral* en décembre 1958, il avait été nommé Ministre d'Etat à la même époque. Conscient de l'importance des conséquences politiques du *Pacte Scolaire*, il avait défendu la notion de *tolérance religieuse dans le cadre du respect des libertés individuelles*. Déçu par le résultat de ces élections législatives de mars 1961, il avait laissé la direction du parti à un homme partageant ses options politiques. Omer Vanaudenhove s'était alors lancé dans les travaux de fondation d'un nouveau *parti du centre, libéral et progressiste*. Le *Parti de la Liberté et du Progrès* (PLP), créé les 7 et 8 octobre 1961, dont présidence d'honneur avait été unanimement attribuée à Motz.

A l'époque de son décès, il était toujours sénateur coopté, membre du parlement européen et exerçait depuis 5 ans, la présidence du Conseil d'administration du *Crédit Communal de Belgique*. Durant les années '30, Roger Motz avait été initié au sein de la loge des *Vrais Amis de l'Union et du Progrès Réunis*, à l'Orient de Bruxelles.

Orientation biographique :

EVENEPOEL, P., *Biografie van Roger Motz*, Gand, RUG, 1985-1986, en 3 volumes (travail réalisé dans le cadre du cours d'encyclopédie de la science politique)

TORDOIR, Jh., *Roger Motz (1904-1964). Une figure du libéralisme belge et européen*, Archives Libérales Francophones, 2004, 74 pages.